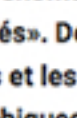
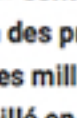
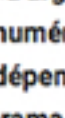
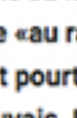
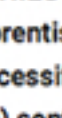
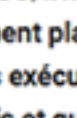


Le piteux état de l'apprentissage en France

Par [Marine Rabreau](#) | Mis à jour le 15/03/2016 à 12:25 / Publié le 08/01/2016 à 06:00

88



LE SCAN ÉCO/INFOGRAPHIES - Dans sa lutte «d'urgence» contre le chômage, le gouvernement place l'apprentissage «au rang numéro un des priorités». Depuis des années, les exécutifs successifs ont pourtant dépensé des milliards et les résultats (quantitatifs et qualitatifs) sont mauvais. Panorama détaillé en graphiques.

Face au drame national du chômage en général, et de celui des jeunes en particulier, [François Hollande](#) a présenté des «des mesures d'urgence» pour [l'emploi ce lundi 18 janvier](#). Parmi elles, le président place (à nouveau) [l'apprentissage au premier rang de ses priorités](#). Très bonne nouvelle: les vertus de l'apprentissage pour l'insertion des jeunes dans le monde du travail ne font absolument aucun doute. En revanche, le doute est permis quant à la concrétisation d'un tel dessein: les précédents exécutifs ont déjà tenté de faire décoller ces contrats d'alternance... sans succès, faute de mesures de fond pour redessiner l'organisation d'un système bien trop compliqué et repenser l'organisation de l'Éducation nationale dès le secondaire. Les annonces du président «n'ont pas de quoi changer fondamentalement les choses», assure [Bertrand Martinot](#), spécialiste du marché du travail. Panorama détaillé de l'apprentissage en France.

• La barre des 500.000 apprentis n'a jamais été atteinte

Les effectifs d'apprentis en France

France entière



Source: DEPP, Dares avec Datawrapper

L'apprentissage se développe en France depuis une trentaine d'années. Malgré les efforts des exécutifs successifs, jamais la France n'a atteint la fameuse barre des 500.000 apprentis, déjà voulue par [Nicolas Sarkozy en 2008](#) puis en 2011, et visée par [François Hollande](#) depuis le début de son mandat d'ici à 2017.

À l'exception d'un rebond dans les années 1990 et, plus récemment, de 2004 à 2008, l'apprentissage marque le pas en France. Plus inquiétant, il chute de manière spectaculaire depuis 2012 (-32.000 apprentis de 2012 à 2014), bien plus vite que l'emploi salarié. L'effondrement est encore plus marqué dans les entrées en apprentissage (-8% en 2013 et -2,9% en 2014). [L'année 2015 s'annonce toutefois moins mauvaise](#).

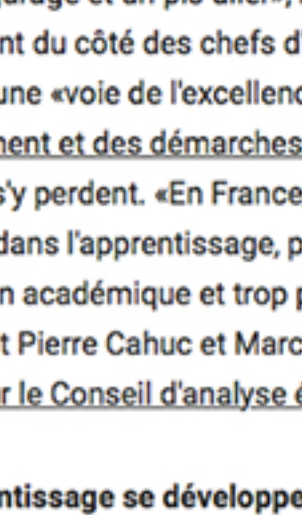
• Le coût par apprenti augmente

Le développement de l'apprentissage depuis dix ans résulte d'une importante contribution financière **de l'État, des régions et des entreprises**, encore plus depuis 2005. «L'effort de la nation en faveur de l'apprentissage a augmenté de 56% de 2004 à 2010, soit une progression annuelle moyenne de 9%», constate [Bertrand Martinot](#), spécialiste du marché du travail et auteur de plusieurs études sur l'apprentissage. Si l'on rapporte cet effort considérable à la progression du nombre d'apprentis sur la même période (+16%), force est de constater que le rendement de la dépense supplémentaire a été très faible, «ce qui amène à douter de l'efficacité globale du système», expose l'ancien délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle.

Après une décennie de forte croissance, le financement total de l'apprentissage s'est stabilisé depuis 2011. En 2012, [il représentait 8,2 milliards d'euros](#) (dont 2,6 milliards d'euros versés aux apprentis en rémunération). Ainsi, en 2012, [18.700 euros ont été dépensés en moyenne par apprenti](#) (12.700 euros hors rémunération des apprentis) alors qu'en 2004, le coût par apprenti était de 14.200 euros.

Ceux qui financent l'apprentissage

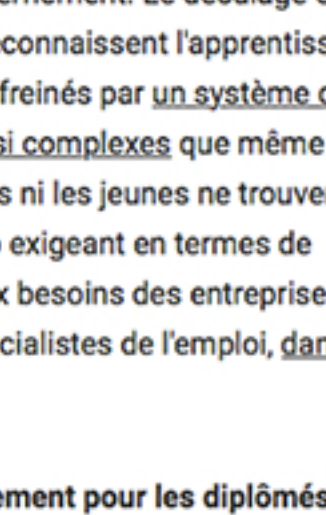
En milliards d'euros



avec Datawrapper

Les bénéficiaires du budget apprentissage

En milliards d'euros



avec Datawrapper

• Le salaire des apprentis

L'apprenti travaille en alternance, c'est à dire qu'il alterne son temps entre l'entreprise qui l'embauche et le CFA (le centre de formation des apprentis) où il suit des cours théoriques et pratiques. L'apprenti perçoit une rémunération déterminée en pourcentage du smic (à 1457,52 euros en 2015). Le salaire de l'apprenti est totalement exonéré des charges sociales patronales et salariales, donc le salaire net est égal au salaire brut. Il est également totalement exonéré de l'impôt sur le revenu, dans la limite du smic

• L'apprentissage: un déficit d'image

Si [les Français plébiscitent le développement de l'apprentissage](#), il est encore aujourd'hui «[trop souvent considéré par les jeunes et les familles](#) comme une voie de garage et un pis-aller», reconnaît le gouvernement. Le décalage existe également du côté des chefs d'entreprises: ils reconnaissent que l'apprentissage comme une «voie de l'excellence», mais ils sont freinés par [un système de financement et des démarches administratives si complexes](#) que même les experts s'y perdent. «En France, ni les entreprises ni les jeunes ne trouvent leur compte dans l'apprentissage, perçu comme trop exigeant en termes de formation académique et trop peu adaptable aux besoins des entreprises», résumait Pierre Cahuc et Marc Ferrari, deux spécialistes de l'emploi, [dans une note pour le Conseil d'analyse économique](#).

• L'apprentissage se développe désormais seulement pour les diplômés

Historiquement, l'apprentissage était majoritairement consacré à la préparation d'un CAP. Puis, [en 1987](#), l'apprentissage s'est ouvert à l'enseignement supérieur, et dès le début des années 1990, il s'est alors essentiellement développé pour les plus diplômés, tandis qu'il a tendanciellement reflué sur les niveaux inférieurs au bac.

Depuis 2005, la totalité de la croissance de l'apprentissage a eu lieu dans le supérieur (+24%), encouragée par les pouvoirs publics qui ont cherché «à doper les chiffres et de revaloriser l'apprentissage», explique Bertrand Martinot dans [une vaste étude](#). Aujourd'hui, plus du quart des apprentis sont des étudiants du supérieur, tandis que [cette proportion est presque nulle en Allemagne](#).

«S'il faut se féliciter que l'apprentissage soit un vecteur de professionnalisation de l'enseignement supérieur, cette évolution ne règle cependant rien au problème de l'insertion dans l'emploi des jeunes en délicatesse avec le système scolaire, qui est l'une des plus graves défaillances du marché du travail français», déplore le spécialiste. En effet, chaque année, 120.000 jeunes sortent du système scolaire sans emploi, ni formation... Or, moins un jeune est qualifié, plus il risque de tomber dans le chômage:

Taux de chômage des jeunes selon le diplôme

Source : Insee; Chômage au sens du BIT; données 2013



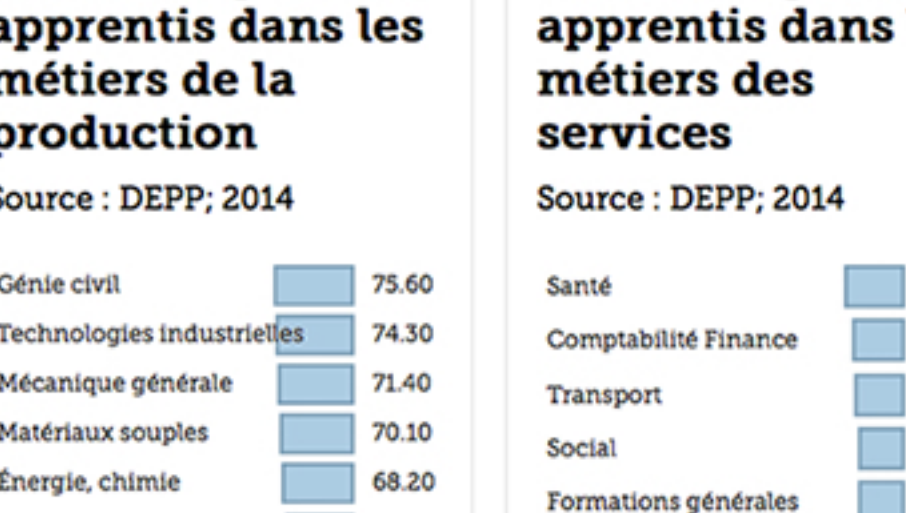
Source: Insee avec Datawrapper

• L'apprentissage polarisé aux extrémités des qualifications

Si l'apprentissage évolue à la faveur des plus diplômés, il apparaît encore fortement comme une voie de relégation rapide (dès 16-17 ans) pour les jeunes «décrochés» du système. [L'apprentissage est polarisé aux deux extrémités des niveaux de qualification](#). En revanche, il reste très peu développé au niveau du bac professionnel et inexistant au niveau de l'enseignement post-secondaire non supérieur», déplore Bertrand Martinot.

La moitié des nouveaux contrats d'apprentissage concerne les jeunes de 18 ans ou moins

Source : Dares; Année : 2014 ; en pourcentage



Source: Dares avec Datawrapper

Les très petites entreprises embauchent le plus en apprentissage

Données 2014, Source : Dares



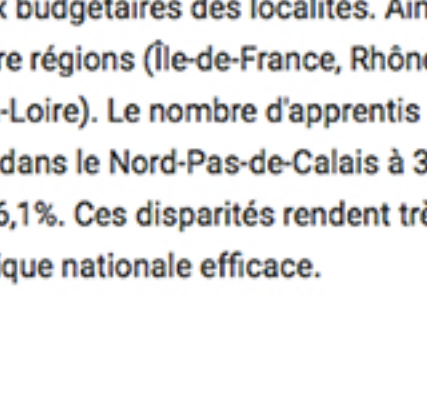
Source: Dares avec Datawrapper

• Le taux d'emploi des apprentis chute

Selon [la dernière étude du ministère de l'Éducation nationale](#), le taux d'emploi des jeunes ayant suivi des études du niveau du CAP à celui du BTS et sortant d'apprentissage [n'atteint plus que 62% en 2014, contre 65% un an plus tôt et 69% en 2012](#). 33% sont au chômage et 5% sont inactifs.

Taux d'emploi des apprentis dans les métiers de la production

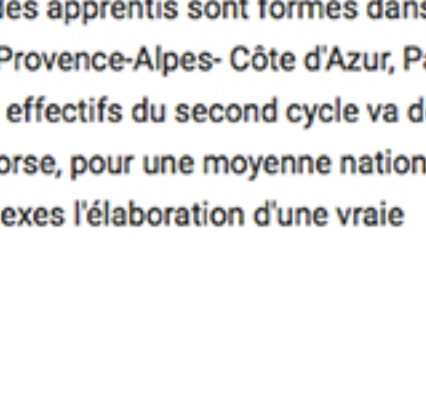
Source : DEPP; 2014



Source: DEPP avec Datawrapper

Taux d'emploi des apprentis dans les métiers des services

Source : DEPP; 2014



Source: DEPP avec Datawrapper

• L'emploi stable des anciens apprentis recule

En outre, [l'emploi stable chez les anciens apprentis recule](#): ils sont 55% à occuper un «emploi à durée indéterminée» (CDI, fonctionnaire, engagé dans l'armée, travaillant à son compte) sept mois après la fin de leur contrat d'apprentissage, soit 2 points de moins qu'en 2013. 28% sont en emploi à durée déterminée, 9% ont un emploi aidé et 8% sont en intérim (soit un point de plus).

• Un taux d'échec élevé

Une fois le contrat d'apprentissage signé, le problème de confiance entre apprenti et employeur se ressent aussi dans les chiffres sur les ruptures de contrats: 28,1% des apprentis ou des employeurs rompent leurs contrats. Ce sont les métiers les moins cotés et préparant aux métiers de plus faibles qualifications que le taux de rupture du contrat est le plus élevé: il est par exemple de 48,9% dans l'hôtellerie et la restauration.

Plus inquiétant encore, la rupture du contrat d'apprentissage entraîne dans presque 80% des cas un arrêt complet de l'apprentissage.

• De fortes inégalités entre les régions

Depuis [les lois de décentralisation de 1983](#), les régions sont le chef de file de la politique de l'apprentissage. Problème, [le paysage s'est éclaté](#), au gré des choix budgétaires des localités. Ainsi, 40% des apprentis sont formés dans quatre régions (Île-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes- Côte d'Azur, Pays-de-la-Loire). Le nombre d'apprentis dans les effectifs du second cycle va de 19% dans le Nord-Pas-de-Calais à 36% en Corse, pour une moyenne nationale de 26,1%. Ces disparités rendent très complexes l'élaboration d'une vraie politique nationale efficace.